

TERRAINS ET PERSPECTIVES

CONCLUSION

Claude MEILLASSOUX
CNRS - ER 225.

Depuis la seconde guerre mondiale, les ethnologues sont de moins en moins seuls sur le terrain. Ils ont été progressivement rejoints par ce que nous appelons ici les "développeurs". Aujourd'hui, agences internationales, Etats nationaux, ex-puissances tutélaires, organismes privés encadrent les populations rurales pour les arracher à leur économie d'auto-subsistance et les faire entrer dans l'économie de marché. Les paysans qui utilisent la terre à leur bénéfice exclusif sont, en effet, dans la perspective d'une économie capitaliste, des parasites. Ils le deviennent d'autant plus que cette terre, sur laquelle ils n'avaient jamais éprouvé le besoin d'étendre un droit de propriété et qui était essentiellement nourricière, se retrouve dans l'orbite de l'économie de profit et acquiert une valeur spéculative. Dès lors, l'expropriation, lente ou rapide, est en marche ; la prolétarianisation, progressive ou immédiate, s'empare d'eux.

La culture de ses terres par la paysannerie traditionnelle n'est, en tout état de cause, qu'un sursis. La plupart des projets de développement n'en sont que l'aménagement provisoire. Les structures sociales et économiques héritées de la société domestique familiale d'auto-subsistance sont incompatibles, à terme, avec la production capitaliste. Même dans les pays les plus avancés, l'entreprise agricole familiale ne survit que protégée, subventionnée par les gouvernements soucieux de préserver une base électorale réputée conservatrice,

mais exerçant aussi, au-delà de ses activités productives, une fonction écologique souvent indispensable d'entretien de l'environnement. Les discussions tendues au sein de l'Europe verte, les dispositions économiques sophistiquées et ultra complexes qui régissent la production et la rétribution des produits agricoles, témoignent de la difficulté de l'application d'une politique agricole dès lors que celle-ci n'est pas livrée aux strictes lois de l'économie de profit. Le serait-elle que la population rurale serait vouée à une disparition rapide et inhumaine dans sa quasi-totalité. Il a fallu moins de deux générations pour que les campagnes du Québec, qui reflétaient l'image de la famille rurale par excellence, soient presque entièrement vidées et que la population active agricole soit réduite à moins de 5%. (l'objectif étant de la faire descendre à moins de 3%). Aux Etats-Unis, les agriculteurs, privés brusquement par Reagan d'une protection qui les situait à ce niveau, ont subi en 1984 de nouvelles concentrations et un nouveau rétrécissement.

On oublie vite que l'agriculture de subsistance, avec l'industrie de production des biens nécessaires est, comme l'avait noté Marx, à la base du profit industriel. Le niveau des salaires dépend de la productivité du travail qui leur est appliquée : moins les biens vivriers coûtent à produire, moins ils sont vendus chers, plus les salaires peuvent être bas et plus la survaleur sera élevée. Une agriculture mécanisée à très haute productivité est dans la logique du capitalisme. On y sursoit, cependant, lorsque les raisons sociales, politiques ou écologiques énoncées plus haut justifient cette entrave aux lois du "laisser-faire". Encore faut-il que le coût social de cette politique ne se répercute pas sur les salaires. Selon la conjoncture, diverses mesures sont mises en oeuvre.

Dans la plupart des pays dits sous-développés, on chercherait plutôt à se débarrasser d'une paysannerie faiblement productive, qui représente encore de 50% à 80% de la population active. Si cette paysannerie est sujette à "projets", elle n'est pas objet de subventions, et sa préservation n'est pas le souci des gouvernements. Le "libre échange", auquel se dérobent les grandes puissances, lui est appliqué avec rigueur. Aucune mesure de protection de l'agriculture

n'est tolérée. Le développement s'inscrit au sein d'une politique internationale des matières premières sur laquelle les Etats du Tiers-Monde n'ont pas prise (1). Dans un tel contexte, qui domine totalement le "développement" économique de ces pays, l'agriculture de subsistance est incapable de devenir commercialement rentable. Dès que le paysan introduit des investissements sur ses champs de mil ou de riz pour améliorer la productivité de son travail, il doit naturellement les repayer par la vente de son produit sur le marché. Or il s'y heurte à la concurrence des produits alimentaires d'importation en provenance de pays à bien plus haute productivité agricole, donc infiniment meilleur marché que les siens. A moins d'atteindre d'emblée le même niveau de productivité du travail qu'aux Etats-Unis ou en Australie, son entrée sur le marché alimentaire s'accompagne d'une banqueroute immédiate car, malgré ses efforts d'investissement, ses faibles moyens lui demandent encore trop d'heures de travail pour être compétitif. La production vivrière n'est pas rentable et moins encore quand, en raison des famines, l'"aide alimentaire" est gratuite. S'il lui reste encore une terre, il vaut mieux pour le paysan s'engager dans des activités agricoles où la productivité de son travail sera comparable à celle qui s'établit à l'échelle mondiale, c'est-à-dire dans l'agriculture commerciale où il ne se trouve en concurrence qu'avec d'autres paysans du Tiers-Monde.

Mais là encore, le souci du développeur est moins d'améliorer sa productivité que le rendement des terres. Les techniques qu'on lui impose lui inflige un surcroît de travail pour un profit qui reste stagnant ou diminue, tant en raison de ces techniques que de la politique internationale des prix. Ce surcroît de travail représente une véritable régression économique. Comme l'ont montré plusieurs contributions, il se traduit par la mobilisation des enfants en âge de scolarisation, par des tâches supplémentaires pour les femmes dont la santé et la fertilité sont affectées, et aussi par une dégradation des terres consacrées à la subsistance.

Pendant longtemps, les responsables du développement se sont aveuglés sur ces effets, malgré les avertissements de ceux qui travaillaient sur le terrain, développeurs ou ethnologues. Il était commode (et économique surtout) que les paysans produisent,

par leur propre travail et sur leurs propres terres, les vivres servant à alimenter leur force de travail. C'est tardivement que la Banque Mondiale, percevant que la rente en travail produite par cette combinaison risquait de disparaître, s'est faite l'apôtre de la restauration des cultures familiales de subsistance, c'est-à-dire aussi de la surexploitation des paysans qui en découle. Certains économistes libéraux prétendent que la libération des prix des subsistances sur le marché, imposée par le FMI, aurait déjà contribué au relèvement de la production vivrière. Sachant que les villes sont nourries en quasi-totalité par des importations, on peut penser que cette hausse a profité surtout aux commerçants. Le repli sur les campagnes consécutif au chômage dans les villes pourrait être à l'origine d'une production accrue, mais qui ne peut se vendre sur le marché à son coût tant que les importations de produits concurrents n'ont pas cessées.

Même la "révolution verte" est impraticable dans les conditions où sont placés la plupart des pays sous-développés. Comme on l'a montré au cours du colloque, elle fragilise la production en la concentrant sur quelques rares espèces ; elle inflige une autre dépendance à l'égard des engrais importés et des semences hybrides dont les transnationales agro-alimentaires s'emparent partout. Surtout, si cette "révolution" est un succès relatif en Inde, c'est parce que ce pays est un des rares dans le Tiers-Monde à oser appliquer des mesures de protection et à posséder une infrastructure industrielle importante. Elle provoque néanmoins un bouleversement dans les campagnes par le renforcement d'une classe de propriétaires qui contribue à accélérer l'exode rural.

La dernière solution pour le paysan en faillite ou exproprié est donc de partir vers la ville où la productivité de son travail, même sur des machines vétustes, est largement supérieure à celle de ses activités agricoles. Pour les autres, en ville, les retombées de la richesse des classes et des corps sociaux bénéficiaires directs ou indirects de son exploitation, les rebuts des nantis, peuvent lui offrir plus que le revenu de son travail sur la terre. Domesticité, petits boulots, travail au noir, chinage ou même mendicité rapportent plus que l'ingrat travail de la terre ou que le salaire de saisonniers agricoles. Dans ces conditions, quelle que soit la politique appliquée

dans les campagnes, l'exode rural est inévitable. Si la productivité du travail y est trop faible, les paysans émigreront vers les villes ; si elle augmente, ils en seront chassés.

Quelle est la portée des projets de "développement" ruraux dans un tel contexte ? Sont-ils susceptibles de modifier ce qui paraît inéluctable face aux lois économiques du capitalisme international ? Ethnologues et développeurs de terrain sont-ils capables d'infléchir par leurs réflexions et leurs actions communes une force de cette ampleur ?

La rencontre entre ethnologues et développeurs sur le terrain est généralement fortuite. La logique du développement ne semblait pas a priori dépendre d'autres connaissances que celles procédant des rationalités de l'économie libérale. Il fallait, pour celle-ci, exploiter des ressources considérées comme sous-employées, en particulier la terre, qui n'était cultivée que pour les besoins alimentaires des populations locales ; mobiliser donc la main d'oeuvre paysanne familiale, en éveillant l'intérêt des paysans aux avantages de la production pour le marché et au bienfait de l'économie monétaire. Ce mode d'intervention semblait représenter un progrès par rapport à la situation coloniale : l'incitation aux cultures commerciales ne relevait plus du seul principe de la coercition, mais apparemment, de l'intérêt des producteurs. Alors, à quoi bon dans ces conditions en savoir davantage, si les motivations économiques, que cette thèse prête universellement à tous les individus, sont mises en branle ?

Les "échecs" des projets de développement, pourtant, semblent avoir été innombrables et généralisés puisque les pays producteurs ne sont jamais parvenus à sortir, par ces entreprises, de leur sous-développement. (Echecs relatifs cependant à d'autres égards, puisque les pays nantis n'ont jamais manqué d'aucun produit agricole exotique). Le développement n'était-il pas devenu l'art d'encourager les paysans du Tiers-Monde à persister dans leurs efforts de production pour le marché international, malgré leur carence sans cesse aggravée ?

Comment y parvenait-on ? Comment cette situation était-elle vécue à l'échelon le plus bas de la production de ces richesses

agricoles, c'est-à-dire, en définitive, au niveau de l'investigation ethnologique ?

Ethnologue et développeur n'ont pas les mêmes préoccupations. L'ethnologue vient sur le terrain pour apprendre, le développeur pour enseigner. L'ethnologue écoute, le développeur dit. L'ethnologue n'a que des questions à poser, le développeur semble parfois n'avoir qu'une réponse à donner. Les ethnologues parlent des individus, les développeurs de produits. L'ethnologue s'émerveille de la façon dont ces populations s'organisent pour tirer leur pitance d'un milieu souvent hostile, avec les faibles moyens à leur disposition. Le développeur considère avec sévérité la pauvreté des rendements agricoles et le mauvais parti tiré des ressources locales. L'ethnologue découvre avec enchantement toute une culture cachée tout en s'inquiétant du "fragile équilibre" de ces sociétés. Le développeur déplore le "conservatisme" de ces paysans séculaires et leur résistance au changement. L'ethnologue s'inquiète de leur insertion dans un système de production qui ne pardonne pas à ceux qui ne sont pas capables de supporter, de comprendre ou d'assumer moralement la concurrence. Les développeurs travaillent pour l'avenir ; ils savent que si le mode de production capitaliste est là pour durer, il n'y a pas d'autre issue que de s'y adapter, même au prix de la misère des incapables. A l'opposé de celle des développeurs, la tentation des ethnologues serait de préserver en l'état, autant que faire se peut, les populations qu'ils étudient. Ils ont de ce fait quelque tendance à vouloir s'aveugler sur ce qui ne paraît pas relever directement de leur préoccupation qui est de décrire et comprendre des populations dans leur cadre "traditionnel". Les développeurs doivent, avec mauvaise conscience peut-être, s'aveugler sur le présent. Ethnologues et développeurs étaient-ils donc voués à un dialogue de sourds ?

Les ethnologues n'ont peut-être pas acquis de connaissances suffisantes en économie pour se faire une idée précise du contexte économique, international et national, dans lequel évoluent désormais ces populations. Ils ne connaissent généralement pas le contenu des politiques dites de développement auxquelles elles sont soumises. Les développeurs parfois ne le savent pas non plus. Les premiers

avec amertume, les seconds à leur corps défendant, tous constatent avec consternation la décomposition de ces sociétés sous l'effet du développement. Ils perçoivent en outre, avec une inquiétude grandissante, la famine et la mort de générations entières attribuées à des phénomènes dont le caractère "naturel" leur paraît de plus en plus suspect. C'est à travers cette inquiétude commune, sans doute, que, comme le colloque le montre, l'information passe. Certes, on mesure encore la distance entre ceux qui parlent "projets" et ceux qui parlent "problèmes" de développement. Mais cette rencontre se voulait entre gens de terrain. Quelle que soit la manière dont on l'aborde, le terrain fini par imposer ses vérités à celui qui l'observe sans préjugé. C'est autour de celles-ci que le dialogue s'est instauré.

*

* *

Le troisième partenaire était le paysan à développer. Son absence, inhérente à sa pauvreté, est son lot. Mais plusieurs communications sont parvenues quelque peu à nous le faire voir et entendre. Le paysan ne peut pas s'abstenir d'avoir une opinion sur le développement car il l'éprouve physiquement. Personne dans la société capitaliste ne peut échapper aux lois du marché. Si le paysan dispose d'une terre, quand bien même celle-ci lui vient d'une lointaine ancestralité, il est désormais contraint de l'utiliser pour fabriquer de la force de travail, soit pour la vendre au loin, soit pour approvisionner nos tables de petits déjeuners : thé, café ou chocolat biens sucrés sur nappe en coton.

Le paysan à développer est sans doute le meilleur comptable du développement, car il le mesure dans sa chair. Le temps de la fatigue sur les champs ou les plantations, le nombre et l'âge des enfants qui doivent s'y impliquer, les heures de travail dans les usines de la ville, la quantité de mil qu'on achète avec un salaire comparé au temps qu'il faut pour le produire dans les champs, ce qu'il coûte de nourrir les jeunes improductifs, les travailleurs migrants en chômage, la femme malade (qui veut travailler quand même) ajoutés aux vieux dont la santé est parfois bien mauvaise. Ces gens du dévelop-

pement, est-ce qu'ils se soucient de ces charges ? Quand ils demandent d'augmenter le rendement des rizières, conçoivent-ils que la tâche est plus lourde, que cela ajoute au labeur des femmes, qu'il faut retirer les enfants de l'école pour les mettre aux champs, et que le bénéfice net de ce surcroît d'effort n'est pas patent (sinon négatif) ?

A trop regarder le produit et pas assez les hommes, on ne perçoit pas toujours que l'introduction d'une culture commerciale peut transformer le peuplement. La population autochtone se laisse déposséder peu à peu de ses terres, au nom de l'hospitalité accordée à des étrangers qui, au lieu d'en faire des champs pour leur subsistance, les plantent de cultures pérennes et profitables. Ces terres neuves produisent sans engrais pendant quelques années, puis s'épuisent. Ailleurs, l'usage immodéré d'engrais pose des problèmes de désherbage impossible, l'épandage d'insecticides rend plus résistants les insectes au bout de quelques années, obligeant à l'abandon d'espaces ainsi dévastés. Déjà sous la colonisation, les géologues avaient mis en garde contre un autre effet des cultures commerciales, la latérisation. Le bilan reste à faire de ce patrimoine ancestrale de terres préservées, ménagées par des générations d'agriculteurs et dévorés en quelques années de "développement" par les millions de tonnes de produits exportés.

Faut-il s'étonner de l'incompréhension mutuelle entre les paysans et leurs interlocuteurs ? Comme le montrent certaines communications, ce qui préoccupe les paysans, quel que soit leur mode d'insertion dans la nouvelle économie du développement, c'est d'assurer la subsistance quotidienne, la venue à maturité des jeunes, la perpétuation du groupe, un petit bien-être pour les vieux improductifs, la lutte contre les maladies. Le dispensaire, l'école qui permettraient aux jeunes de connaître une vie moins besogneuse que celle de leurs aînés, la poste par laquelle viennent les mandats désormais indispensables à la survie, tout ceci ne figure pas au programme des développeurs. Aussi, quand ils élaborent leur propre projet de développement, les paysans raisonnent-ils comme des économistes sociaux, sinon comme des "socialistes". Ils conçoivent le développement comme

s'inscrivant dans une perspective à la fois économique et sociale, fonctionnant pour leur sécurité et celle de leurs enfants. Revendication à peine audible et d'autant plus mal accueillie qu'elle provient de gens considérés comme une "ressource", "ressource humaine" placée par les économistes libéraux aux côtés des ressources minérales, végétales et animales dont on a jamais entendu dire qu'elles aient des besoins sociaux.

C'est donc aggravée de cette matérialité qu'il faut concevoir la participation de ces paysans, sans sécurité, sans aide sociale, dépouillés par le FMI du peu qu'il leur avait accordé en services publics, de ces paysans dont les ressources exclusives sont leur capacité physique à assumer le surcroît de travail que leur impose leur insertion dans les projets de développement. Tout de suite après les indépendances, je me souviens avoir lu dans un rapport d'un certain Dr Deutsch, de la CEE, qu'il fallait, pour obtenir une production toujours croissante de la part des producteurs agricoles du Tiers-Monde, pratiquer une politique des prix qui "leur maintienne tout juste la tête hors de l'eau". Cette politique, directement inspirée des recommandations économiques de Malthus, a été fidèlement appliquée. Tous les gains en productivité dûs aux investissements des paysans, les gains de rendement dûs à leur surcroît de travail, sont aspirés par la baisse des prix payés aux producteurs de matières premières agricoles et par la hausse des prix des biens nécessaires. Sur cette politique des prix, les producteurs n'ont aucune prise. Elle est décidée au niveau d'instances internationales qui règnent sur eux de manière absolue. Ils la subissent. Selon le rapport entre prix aux producteurs, salaires à la ville, prix des subsistances, coûts des intrants, etc., ils sont voués à l'émigration temporaire, à l'exode vers les villes, ou au repli sur l'agriculture vivrière, sinon à une combinaison de ces solutions. Mais un nombre croissant d'entre eux sont voués à la faim, à la maladie, à la mort précoce et invisible, dans le fond des campagnes ou des taudis.

Sur leurs épaules, en effet, s'est ajouté le poids d'une dette brusquement surgie des mystères de l'économie monétaire, une dette qu'ils doivent repayer sans avoir jamais bénéficié eux-mêmes

d'aucun prêt qu'ils n'aient été, quant à eux, contraints de rembourser péniblement. Des milliards de dollars dont ils se découvrent les créanciers sans en avoir jamais vu la couleur. Mais où donc est cet argent ? A quoi a-t-il servi ? Comment des sommes aussi considérables ont-elles pu passer inaperçues à leurs yeux ? Comment n'ont-ils jamais cessé d'être pauvres ? Leur pauvreté s'expliquerait aujourd'hui par le remboursement de cette dette, mais comment s'expliquait donc leur pauvreté d'hier ? Une affaire de cette importance demande des éclaircissements. De quoi est faite cette dette ? qui l'a négociée ? à quelle fin ? où sont les investissements ? comment une incurie de cette dimension peut-elle avoir lieu sans qu'aucune responsabilité ne soit mise en jeu, aucune sanction appliquée, à qui que ce soit ? La constitution d'une dette est un fait de politique, pas une catastrophe naturelle comme il semble qu'on la traite. Pendant une période peut-être indéfinie, cette dette va peser comme du béton sur la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants car c'est à eux qu'on en demande compte. Pour la rembourser on leur impose de payer plus cher la nourriture, de gagner moins, de renoncer à l'assistance sociale et médicale, bref de ne plus vivre que pendant leur temps de travail, s'il leur est donné d'avoir un emploi.

C'est dans ce contexte écrasant qu'il faut essayer de comprendre la portée du "développement" et son effet sur les peuples endettés, qualifiés pourtant mensongèrement, dans le langage de "1984" d'Orwell, de pays "en voie de développement". Des solutions, des recettes internes sont-elles possibles ? Sommes-nous vraiment confrontés à des échecs dûs à une incapacité de la part des paysans du Tiers-Monde à intégrer le savoir technique, les comportements économiques modernes ? ou sommes-nous en face des effets de la réussite d'une politique d'exploitation et de surexploitation de leur force de travail ?

*

* *

Derrière la plupart des expériences de terrain qui nous ont été décrites, une dimension, parmi d'autres, reste à explorer, celle de la démographie. Il est clair que les mouvements de population entre les campagnes et les villes sont dépendants des politiques de développement. Qu'en est-il de la croissance de la population qui nous est présentée comme la cause historique de la misère de ces gens qui, inconscients ou incontinents, prolifèrent alors qu'ils n'en ont pas les moyens ? Nous savons pourtant que la population ne peut croître indépendamment des disponibilités alimentaires. De ce point de vue, l'importation massive d'aliments pour nourrir presque toutes les grandes villes du Tiers-Monde, la politique des prix et des salaires appliquée jusque dans les années 1970, la dette internationale et les sacrifices drastiques imposés en son nom aux populations par le FMI, ont dû agir de façon décisive sur la configuration démographique des populations soumises à ces mesures. Nos connaissances et les réflexions qu'ont suscité ce colloque sur divers aspects intimes du développement conduisent à se préoccuper des relations possibles entre *déséquilibres alimentaires et déséquilibres démographiques*.

C'est le sujet d'étude que se sont donné les participants pour leur prochaine rencontre.

NOTE

(1) Il suffit de constater comment un pays comme la France contrôle peu la politique agricole européenne dont elle ressort pour mesurer ce que peut être l'influence d'Etats appauvris et dominés sur la politique agricole mondiale.